

Pour quelle planète ?

Jeanne Portal, Thierry Brun, *Politis* 7 juillet 2011

Ce qui les rapproche

La lutte contre le dumping social. Partisans de la démondialisation et altermondialistes partagent les mêmes craintes liées à la mise en concurrence de la main-d'œuvre européenne avec celle des pays en voie de développement. Arnaud Montebourg, qui a fait de la démondialisation son programme de candidat aux primaires socialistes, met en avant la lutte contre le dumping social : « *La crise d'aujourd'hui est une crise de la mondialisation. Vouloir mettre en concurrence des ouvriers européens qui ont deux siècles de luttes sociales derrière eux et des paysans asiatiques qui sont prêts à être payés quarante fois moins cher, c'est absurde et dangereux.* » Les défenseurs de la démondialisation sont tous favorables à des mesures visant à relocaliser l'économie en privilégiant les productions locales aux exportations. Mais le « périmètre » de relocalisation les divise.

Le courant altermondialiste met également en avant l'impératif de relocaliser l'économie. Dans une tribune publiée par Mediapart, certains membres de l'association altermondialiste Attac, parmi lesquels son coprésident, Thomas Coutrot (voir aussi page 20), estiment nécessaire de « *réduire les flux de marchandises et de capitaux, et [de] relocaliser les systèmes productifs. Pour des motifs sociaux : stopper la concurrence entre travailleurs et paysans du monde, valoriser la diversité des savoirs et des pratiques sociales, assurer la souveraineté alimentaire [...]. Pour des motifs écologiques : réduire les émissions de CO2, diminuer la pression sur les ressources naturelles et leur pillage. Pour des motifs politiques : retrouver des formes de démocratie proche des citoyens* ».

La critique de la concurrence libre et non faussée. Les démondialistes comme les altermondialistes mettent en cause le dogme de la « *concurrence libre et non faussée* » défendu par l'Union européenne. Pour Arnaud Montebourg, « *le développement d'un libre-échange sans aucune limite a précipité les Français – et l'Europe en général – dans une concurrence sans fin* ». Le socialiste veut interdire certaines pratiques spéculatives en créant, par exemple, une taxe globale sur les activités financières, en interdisant les stock-options et en imposant un embargo sur certaines transactions... Alters et démondialistes se rejoignent aussi quand Frédéric Lordon parle de la mise en place d'une rémunération maximale autorisée : « *La réduction des inégalités passe, [...] au plan national, par une réforme fiscale instaurant un revenu maximum.* »

Ce qui les oppose

La sortie de l'euro. Les alters estiment qu'une « *monnaie nationale ne protège ni du néolibéralisme, ni de la spéculation, ni du productivisme : a-t-on vu quelque gouvernement britannique s'opposer au néolibéralisme du fait qu'il disposait de la livre sterling ? [...] Et le capitalisme appuyé sur les "États souverains" n'a-t-il pas produit un modèle de consommation destructeur, pillé les pays du Sud et creusé la dette écologique du Nord ?* » Conclusion : « *S'il est urgent de "révolutionner" la maison Europe [...], cela n'aura aucunement le même sens que le repli national qui se profile derrière la notion de démondialisation.* »

À l'opposé, l'économiste Jacques Nikonoff, membre fondateur du Mouvement politique d'éducation populaire (M'Pep), ainsi que l'économiste Jacques Sapir pensent que démondialiser passe par une sortie de l'euro. « *En d'autres termes, explique Jacques Nikonoff, c'est ce qui a existé en Europe sous la forme de l'écu. Les pays concernés par une monnaie commune conservent leur politique de monnaie nationale, mais, pour les transactions internationales sur les biens, services et capitaux, ont une unité de compte, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de monnaie (pièces, billets) mais des opérations comptables ; et chaque pays entretient avec cette monnaie commune une parité fixe mais révisable.* »

Jacques Sapir défend l'idée qu'un gouvernement puisse suspendre unilatéralement les règles de circulation des capitaux, afin d'éviter la spéculation. Pour Frédéric Lordon, « *la solution de la reconstitution nationale de souveraineté impose son évidence parce qu'elle a sur toutes les autres l'immense mérite pratique d'être là, immédiatement disponible* ». Pour ces économistes, l'euro n'a actuellement aucune assise politique et sociale. Jacques Sapir explique que l'idée de démondialisation est de « *revenir au cadre de l'État nation, seule source de démocratie* ».

Arnaud Montebourg, qui s'est inspiré des réflexions du démographe Emmanuel Todd, fait entendre un son de cloche différent : « *Aujourd'hui, la concurrence entre les pays européens a plus d'inconvénients que d'avantages, donc maintenant il faut organiser la coopération dans de nombreux domaines, c'est-à-dire le vivre-ensemble avec nos différences et nos identités dans tous les domaines. [...] L'euro, qui est un bien commun, doit être l'outil de défense et de production de cette économie productive – et aujourd'hui tel n'est pas le cas, car c'est seulement l'outil qui, trop exclusivement, est tourné vers la lutte contre une inflation qui n'existe pas.* »

Le protectionnisme. L'économiste Frédéric Lordon dénonce la promotion de la libre concurrence, qui se fait au milieu des pires distorsions, et rappelle que les modèles de développement asiatiques comportent une forte part protectionniste. Jacques Sapir souligne lui aussi ce protectionnisme asiatique : « *Les pays qui profitent le plus de la mondialisation sont les pays qui ne jouent pas le jeu.* » L'économiste prône en réponse un protectionnisme national en France avec la volonté politique unilatérale d'établir des droits de douanes (taxes).

Arnaud Montebourg défend un « *protectionnisme assumé* » de l'Union européenne avec des surtaxes pour les produits ne respectant pas les standards internationaux. L'économiste Jean-Marie Harribey, ancien coprésident d'Attac, nuance cette volonté protectionniste systématique et parle de « *sélectivité des protections décidée en concertation* ». Arnaud Montebourg veut aussi « *une taxe sévère* » sur les transactions financières à l'intérieur de l'Union européenne, reprenant le thème qui a fondé le mouvement Attac. L'association a en effet été créée pour promouvoir la mise en place d'une taxation sur les transactions financières, qui lutterait contre la spéculation tout en dégagant de l'argent pour combattre la pauvreté et le changement climatique.

Y a-t-il pour autant convergence sur un recours au protectionnisme ? Non. Les alters estiment que le retour à des « *régulations essentiellement nationales ne résoudrait aucun des problèmes d'aujourd'hui* ». Pour eux, « *on ne renversera pas le dogme de la "création de valeur pour l'actionnaire" en commençant par des droits de douane contre la Chine, mais par une redistribution des richesses dans nos pays et entre pays* ».

Les alters ne condamnent pas totalement la mondialisation : « *Les réponses à la crise nécessitent "plus de mondialisation" dans certains domaines et "moins de mondialisation" dans d'autres, mais exigent surtout une mutation radicale de la logique même de la mondialisation* » ; ils estiment d'ailleurs bénéfique d'accroître la coopération européenne et mondiale dans bien des domaines (écosystèmes, gestion des ressources rares, etc.) : « *Ce n'est pas "la mondialisation" que nous rejetons, mais la mondialisation néolibérale et capitaliste, telle qu'elle est organisée par les intérêts des firmes multinationales, les "marchés" et les grandes puissances.* »

La « démondialisation » du Front national

La droite extrême surfe sur la gravité de la crise financière de 2008 et sur celle de l'euro pour promouvoir la démondialisation. L'antimondialiste Marine Le Pen, présidente du Front national, propose de sortir de l'euro, mesure vedette qui n'est pas nouvelle, et de dévaluer la monnaie nationale (le franc), en s'inspirant notamment d'un scénario proposé par des économistes ancrés à gauche, en particulier Jacques Sapir, qu'elle cite dans ses interventions publiques. Dévoilé en avril, le projet économique du FN est fondé sur une protection sans failles des frontières nationales. Les mesures envisagées ne viseraient qu'à protéger un capitalisme national sans s'attaquer au rapport capital-travail et à la financiarisation de l'économie. De quoi aggraver la crise...

J. P.

La démondialisation: anatomie d'une controverse

Thomas Coutrot, *Politis*, 7 juillet 2011

La perte de légitimité du néolibéralisme stimule le débat sur les alternatives à la mondialisation néolibérale. La « démondialisation » pourrait bien être un thème important du débat électoral en 2012, et c'est tant mieux. Au sein de la gauche critique, une controverse s'est récemment développée. Les participants partent du même constat: les dégâts sociaux et écologiques de la mondialisation néolibérale imposent de réorganiser l'économie mondiale autour d'espaces régionaux homogènes et relativement fermés sur le plan commercial et financier. Il faut réduire les flux commerciaux et financiers internationaux, arracher la monnaie des mains de la finance, relocaliser la production: on pourrait dire « démondialiser l'économie ».

D'autre part tous les participants au débat jugent nécessaire une forte coopération internationale pour un système commercial et monétaire international régulé politiquement, pour une politique de R&D et une redistribution des richesses favorables à la transition écologique, pour une maîtrise collective des questions écologiques et climatiques. La mondialisation économique est réversible et doit être défaire, mais il n'en va pas de même d'autres mondialisations : celle des aspirations à la démocratie et aux droits humains, celle des réponses à la crise écologique, celle des communautés scientifiques ou du logiciel libre, celle des cultures – c'est-à-dire non pas l'abdication de sa culture propre, mais l'appétit pour la culture et l'art venant d'autres sociétés, qui à condition de bannir toute hégémonie enrichissent en retour notre propre vie culturelle. (C'est ce qui rend à mon sens dangereux l'usage du terme générique de « démondialisation »).

Les interdépendances entre sociétés humaines font qu'il est devenu impossible d'imaginer une démocratie confinée dans un cadre national ou régional, qui ne se développerait pas aussi au niveau mondial. Le « pouvoir du peuple » doit s'emparer aussi bien des questions locales que globales. La démocratie ne saurait prospérer dans des pays ou dans un bloc régional en guerre avec d'autres blocs géopolitiques pour l'accès aux ressources naturelles. A cet égard le développement de mouvements citoyens mondiaux, comme le mouvement altermondialiste, est d'une grande importance.

En même temps, chacun s'accorde à dire que la transformation des rapports de forces sociaux nécessaire pour rompre avec le néolibéralisme ne sera pas d'emblée mondiale, ni même paneuropéenne. La rupture sera le fait de quelques pays, voire d'un seul. En Europe, si la Grèce et l'Espagne tiennent la corde en ce moment, les processus restent tout à fait imprévisibles. Le(s) pays concerné(s) devront transgresser les règles actuelles : réglementer et taxer les mouvements de capitaux, dénoncer la partie illégitime de leur dette publique, recouvrer une capacité de création monétaire (en euros !) sous contrôle social.

Alors le débat ne serait-il que sémantique, autour de l'opportunité d'un mot ? Il n'en est rien. Il y a bien un clivage majeur, d'ordre purement politique : la priorité stratégique doit-elle être de renforcer la dynamique internationale de la rupture ou de restaurer les conditions d'une souveraineté nationale ? Ce dernier choix se justifie si l'on considère que le seul espace démocratique possible aujourd'hui est la nation : la priorité est alors de protéger cet espace national par la sortie de l'euro, la dévaluation et le protectionnisme, c'est-à-dire une politique commerciale tournée contre les pays trop compétitifs (Chine, Japon, mais aussi Allemagne, Belgique...). Le risque est de favoriser des dynamiques régressives et identitaires déjà puissantes. Mais le premier choix – de l'internationalisation – est légitime si l'on estime possible, sous l'impact de la crise de la dette et de l'hyperaustérité, des convergences entre mouvements sociaux européens qui commencent à construire un peuple européen de fait. Toute politique protectionniste unilatérale pourrait constituer un sérieux obstacle à cette émergence, en favorisant les rivalités entre nations au détriment des solidarités entre peuples. Il faut alors des mesures pour rompre avec le néolibéralisme sans diviser les peuples: des taxes kilométriques appliquées tant aux exportations qu'aux importations, un contrôle social sur les délocalisations, ou un recours à de la création monétaire en euros. Désobéir aux règles de l'Union européenne, oui, mais pour instaurer d'autres règles, coopératives et facilement appropriables par les autres peuples. Là se trouve sans doute le vrai débat.